



Front Syndical de Classe

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krazucki

Pas de victoire ouvrière sans directions syndicales de lutte

Mois après mois, l'État-major capitaliste (gouvernement, Medef, UE) continue à mener impitoyablement sa guerre de classe. Afin de maximiser les profits des grands groupes privés :

- il dégrade les conditions de travail et les salaires (travail du dimanche, heures sup, code du travail...) ;
- il accélère le financement public des profits privés (privatisations, milliards pour les banques, exonérations de « charges », suppression de la TP, dépenses militaires captées par Dassault et autres Lagardère.....) en transférant le manque à percevoir sur les salariés (taxe carbone en préparation, casse des acquis sociaux et des garanties collectives que les travailleurs avaient réussi à arracher par leurs luttes (Sécurité sociale, retraites...)) ;
- il casse la fonction publique (statuts, suppressions de postes) et les services publics (Hôpitaux, Poste, Education Nationale de la maternelle à l'Université, service public de l'emploi...) ;
- il facilite les délocalisations et entraîne la casse industrielle : après la sidérurgie et le textile depuis les années 70, c'est aujourd'hui l'industrie automobile qui est en danger de mort au nom des profits et de la concurrence libre et non faussée ;
- il criminalise l'action syndicale et revendicative (répression des « Caterpillar », des « Conti », de C. Hoareau, de dizaines d'agents ERDF-GRDF, condamnations à la prison ferme de dirigeants syndicaux en Nouvelle-Calédonie, sanctions administratives contre de nombreux étudiants...)

En conséquence, des centaines de milliers de travailleurs sont jetés au chômage, les salaires réels régressent, la précarité progresse tandis que les prix des produits de première nécessité continuent d'augmenter. Pendant ce temps, les profits mirifiques continuent d'enrichir actionnaires et dirigeants des grandes entreprises : pour les 6 premiers mois de 2009, Total annonce un résultat net de 4,5 milliards d'euros, BNP-Paribas 3,2 milliards, EDF 2,9 milliards, France télécom 2,6 milliards, Danone 932 millions, LVMH 687 millions, Lafarge 370 millions...

Face à ce déferlement anti-social et à la « crise » capitaliste qui va encore s'amplifier, le salariat n'a d'autre issue que d'amplifier son combat à l'image des centaines de luttes qui se sont poursuivies cette été notamment dans l'automobile, dans la foulée d'un début d'année 2009 très combatif, dont les New Fabris, les Molex ou les Goodyear sont les plus emblématiques.

Mais ces luttes, menées dans des conditions difficiles face à l'association Etat/grand patronat, ont souffert et continuent de souffrir de l'isolement dans lequel elles sont cantonnées par les directions syndicales nationales, alors que depuis des mois, les organisations de base (CGT en particulier) réclament un plan national de lutte dans la filière automobile.

A tel point que ces travailleurs et syndicalistes de terrain sont contraints de construire par eux-mêmes et par en-bas la convergence de leurs luttes. C'est ainsi qu'une grande manifestation a rassemblé des délégations syndicales de nombreuses entreprises en lutte, le 30 juillet à Châtellerault à l'appel des New Fabri, qui a débouché sur la construction d'un collectif « contre les patrons voyous et licenciés » face à « l'isolement dont ont été victimes les salariés des entreprises qui subissent des licenciements, des plans sociaux ou des fermetures de site » et afin « d'établir des liens à la base, entre les entreprises elles-mêmes, afin de permettre de susciter la réaction de tous et de toutes quand l'une de ces entreprises est attaquée ».

Quelques jours auparavant, Maurad Rabhi, bras droit de Bernard Thibault, assénait pourtant dans les colonnes du Parisien cette formule définitive : « *Il n'y aura pas de grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres* ».

On ne sait s'il s'agit d'un voeu pieu ou du programme d'action de la direction confédérale CGT pour les mois à venir, mais derrière le mépris très patronal de la formule et l'oubli de 1936 ou 1968, se dévoile le fond du syndicalisme rassemblé au sommet : contrôler la colère populaire et éviter la globalisation des luttes.

C'est d'ailleurs le programme de la Confédération Européenne des Syndicats, à laquelle participent toutes les confédérations françaises, de « sauver le capitalisme de lui-même » en « corrigeant les excès » sans jamais travailler à la création d'un rapport de forces ou soutenir la combativité populaire, puisque tout se passe désormais bien loin des piquets de grève, dans des négociations à froid entre « partenaires sociaux » ou dans des associations comme Confrontations-Europe où discutent en bonne intelligence grands patrons (Jean Gandois, Franck Riboud, Francis Mer..) et syndicalistes (JC Le Duigou, JF Le Trogrlic).

C'est aussi le programme du 49^{ème} congrès de la CGT dont les documents d'orientation sortis fin juillet évacuent la lutte des classes, célèbrent le syndicalisme rassemblé et ses résultats (sic !) et préparent la mise au pas par en-haut des organisations de base.

Dans cette situation et alors que, comme le rappelait le dirigeant CGT Benoit Frachon, « les grandes conquêtes sociales ont toujours été et seront toujours le résultat de la lutte de masse consciente et organisée de la classe ouvrière », tout va dépendre de la capacité des travailleurs à coordonner leurs luttes et à renouer avec le syndicalisme de classe pour construire « le tous ensemble en même temps » à partir des besoins réels des salariés (salaires, emplois, retraites, Sécu, services publics...) et gagner enfin face à l'offensive capitaliste relayée par les gouvernements nationaux et l'UE.

Ce double objectif a présidé à la création de l'association Front syndical de Classe au mois de juin dernier¹.

► *C'est pourquoi le FSC soutient l'initiative des New Fabris et appelle d'ores et déjà à participer le plus largement possible à la journée d'action du 17 septembre à Paris à l'appel de la Fédération CGT de la Chimie, en liaison avec de nombreux syndicats de l'automobile « pour maintenir, développer les industries et pour gagner sur les revendications de salaires, d'emplois et de protection sociale ».*

► *C'est pourquoi le FSC déploiera tous les efforts possibles pour sauver la CGT en remplaçant « la grande dame » sur ses fondamentaux de classe et de masse, et pour que se construisent toutes les démarches unitaires entre syndicats et camarades prêts d'une manière ou d'une autre à livrer bataille contre l'accompagnement et la collaboration de classe. N'hésitons pas dans ce cadre à nous saisir de toutes les occasions pour interpeller les dirigeants syndicaux et aller à leur rencontre puisque ceux-ci ne se déplacent plus guère auprès des travailleurs en lutte.*

Pour adhérer au FSC - Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus),

Adhésion d'organisations : 50 euros minimum

Carte de bienfaiteur à partir de 100 euros

Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer à : Jacky Omer, 40 Boulevard de la Liberté, 92320 Châtillon.

¹ dont les statuts précisent : « Entre les personnes qui approuvent pleinement la « lettre ouverte aux Etats-majors syndicaux » ainsi que les présents statuts, est donc fondée, conformément aux principes de la loi de 1901, l'association intitulée « **Front Syndical de Classe** ». Dans une démarche clairement intersyndicale, elle a pour objet non pas de devenir une nouvelle organisation syndicale mais d'être un lieu "central" de regroupement des militants et syndicats de classe afin de :

- mener la lutte pour « le tous ensemble en même temps » à partir des besoins réels des salariés (salaires, emplois, retraites, Sécu, services publics...) pour gagner enfin face à l'offensive capitaliste relayée par les gouvernements nationaux et l'UE
- contribuer à aider les militants dans le respect des organisations existantes, à se réappropriier leurs organisations et à les remettre sur les rails du syndicalisme de classe et de masse tout en posant la nécessité pour le monde du travail de construire une grande Confédération Générale du Travail, unitaire et sur ces bases.
- constituer un lieu de repli pour les militants ou syndicats exclus de leurs organisations syndicales, mener inlassablement la bataille pour la solidarité de classe contre la répression patronale et étatique dont sont victimes les travailleurs combattifs »